



Fermetures administratives des universités : une arme contre la liberté d'expression, contre les AG : inacceptable !

Ces derniers jours, le gouvernement a encore démontré la brutalité avec laquelle il traite la jeunesse, en envoyant des CRS contre des lycéens, avec gaz lacrymogènes des LBD, au point de blesser l'un d'entre eux à Lyon le 5 décembre.

Dans les universités, l'arme de la fermeture administrative, déjà utilisée depuis la révolte de l'an dernier contre la loi ORE et la sélection post-Bac, est à nouveau dégainée. Dès lors que des étudiants annoncent vouloir se rassembler en AG, dès lors qu'ils envisagent de s'exprimer ou revendiquer collectivement, des présidences d'universités souvent aux ordres enclenchent une procédure de fermeture administrative qui rend impossible ou très difficile toute expression d'étudiants ou même de salariés. Ainsi en a-t-il été le 5 décembre à Saint-Étienne, à Toulouse Jean-Jaurès le 6, ainsi en est-il en particulier depuis le 5 à Lyon (Lyon 2 et IEP de Lyon), à Saint-Denis (Université Paris VIII) et à Paris, dans plusieurs sites dépendant de Paris I, en particulier Tolbiac et le site Champollion. C'est inacceptable !

Des «mesures de sécurité» qui assimilent tout étudiant ou personnel à un terroriste

Même la Sorbonne a été fermée et, depuis, comme dans d'autres sites universitaires en France, il y a un filtrage des entrées, avec agents de sécurité, contrôles d'identité : à quand les fouilles au corps et les portiques d'aéroports ?

Génération 2000 : la précarité jusqu'à la mort !

Pour toute réponse aux revendications des jeunes, lycéens ou étudiants, ce gouvernement envoie des bataillons de CRS et commande des mesures restrictives qui empêchent les jeunes de se rassembler, de s'exprimer, de revendiquer, dans les lieux qui sont les leurs, les universités.

Edouard Philippe dans son discours le 11 décembre a confirmé que les jeunes devraient subir la triple peine : la précarité étudiante dénoncée par l'étudiant Anas qui s'est immolé à Lyon, la précarité salariale, la précarité à la retraite !

La jeunesse a raison de vouloir continuer à se battre et la FNEC-FP FO soutient les revendications des étudiants avec leurs organisations syndicales.

La FNEC FP-FO exige la réouverture des facs !

La FNEC-FP FO condamne et revendique l'abandon de toutes les mesures de «sécurité» qui empêchent ou entravent l'accès des étudiants comme des personnels aux universités, qui sont par excellence les lieux de la liberté d'expression !

Avec les étudiants qui doivent pouvoir s'exprimer, la FNEC-FP FO réclame le retrait total du projet Macron/Delevoye de retraite par points : la grève continue, partout, y compris dans les universités. Après les provocations du Premier Ministre, notamment à l'égard des jeunes : déclenchons la grève partout !

Montreuil le 12 décembre 2019